

# UNE ECONOMIE POLITIQUE DES SYSTEMES MONETAIRES COMMUNAUTAIRES EN ARGENTINE : « LES CLUBS DE TROC<sup>1</sup> » (1995-2008)

Pepita OULD AHMED

Devant la profondeur de la crise<sup>2</sup> monétaire, économique, sociale et politique de la fin des années 1990 qui éclate en 2001, différentes stratégies de secours ont été déployées par les pouvoirs publics, mais aussi par les acteurs privés, pour surmonter les problèmes économiques et alimentaires d'une partie sans cesse croissante de la population argentine<sup>3</sup>. La création de « *clubs de troc* » (« *clubes de trueque* ») par les acteurs privés, à partir de 1995, compte parmi celles-ci. Même s'il est impossible de quantifier précisément le nombre de participants ayant eu recours à ces clubs<sup>4</sup> (de l'ordre de grandeur du million de participants pendant la période faste, soit en 2002), on peut sans conteste affirmer qu'il s'est agi d'un phénomène social très important développé sur l'ensemble du territoire national. La renommée de ces clubs a été mondiale. Les médias

---

<sup>1</sup> L'utilisation de guillemets et d'italiques pour mentionner les « *clubs de troc* » signifie qu'il s'agit de l'appellation originelle donnée à ces clubs par leurs fondateurs et leurs participants, et qu'il ne s'agit nullement d'une qualification de ma part, d'autant plus qu'il est clairement dit dans ce texte que les « *clubs de troc* » ne renvoient pas du tout à des espaces d'échanges en nature. Plus généralement, l'utilisation dans le texte à la fois de guillemets et d'italiques fait référence à des termes originels ou à des citations.

<sup>2</sup> Pour une analyse de la crise argentine, voir notamment (Hausmann and Velasco, 2002),

<sup>3</sup> Sur l'ampleur de l'urgence alimentaire et sociale, se reporter à (Fiszbein and Giovagnoli, 2003 ; World Bank, 2000).

<sup>4</sup> Il n'existe aucun recensement fiable du nombre de clubs, et plus encore moins de celui des participants, sur la période 1995-2008 sur l'ensemble du territoire national. Les seules données qui circulent sont celles fournies par les responsables des clubs, relayées par les médias, et ont tendance à être surgonflées et à fluctuer fortement selon les sources. A titre indicatif, les organisateurs des « *clubs de troc* » parlent, pour la mi-2002 (période paroxystique du troc), de plus de trois millions d'adhérents aux clubs. Néanmoins, cette information est impossible à vérifier, les inscriptions des individus comme membres des clubs de troc n'ayant pas été conservées ni réalisées systématiquement. La quantification réalisée par les chercheurs lors de leur monographie, concernant un club précis à un moment donné, reste la seule information pertinente mais n'offre qu'une vision très partielle du phénomène.

provinciaux, nationaux et internationaux, mais aussi des émissions TV et radio, ont fortement relayé leur évolution, de nombreux chercheurs nationaux et étrangers leur ont consacré des thèses, des mémoires, des conférences, des documentaires... Si cette euphorie médiatique et académique est très nettement retombée depuis 2004, nombreux sont les « *clubs de troc* » qui demeurent encore en activité<sup>5</sup> en 2008.

Les « *clubs de troc* » désignent des espaces d'échanges de biens et de services payés à l'aide de la monnaie papier interne, le « *credito* », non convertible avec la monnaie officielle. Si de tels systèmes d'échanges ne sont pas nouveaux – de très nombreuses expériences de ce type utilisant des monnaies locales complémentaires sont recensées depuis au moins une vingtaine d'années dans les pays dits développés<sup>6</sup> et dans ceux dits en développement –, leur singularité tient à deux éléments qui s'auto-renforcent : l'ampleur inédite du nombre de participants à ces échanges, d'une part ; et, la spécificité du projet lui-même, d'autre part. De ce point de vue, l'un des intérêts de cette étude de cas, si l'on se place à un niveau théorique, et si l'on fait abstraction de ses effets économiques et sociaux bénéfiques pendant la crise, est de nous conduire à revenir sur une question qui travaille les sciences sociales, à savoir ce que signifie le politique, quels en sont les formes et les espaces, où passent les frontières. Et, c'est une telle interrogation qui oriente ce travail. Plus précisément, il s'agit ici d'analyser les « *clubs de troc* » sous un angle particulier qui pourrait être formulé de la manière suivante : est-ce que le politique s'y donne à voir, et, si oui, comment ? À cette question, ce travail propose de montrer que le politique se révèle à deux niveaux : d'une part, dans la nature même du projet des « *clubs de troc* » ; et, d'autre part, dans les pratiques de ces clubs.

---

<sup>5</sup>Après s'être totalement détournés des « *clubs de troc* » à la fin 2003, les médias semblent leur porter une attention nouvelle à partir de 2008. A titre d'exemple, on peut citer le journal *La Nación*, datant du 26 juillet 2008. Sur le traitement médiatique du troc en Argentine de 1997 à 2005, voir (Hintze, 2006).

<sup>6</sup> Pour une analyse des systèmes monétaires locaux depuis les années 1980, se reporter par exemple à (Ingham, 2000 ; Schuldt, 1997) pour les pays dits en développement. Sur les LETS (Local Exchange Trading Schemes) en particulier, voir (Lee, 1996 ; North, 1999 ; Williams, 1996).

## LES « CLUBS DE TROC » : UN PROJET QUI SE VEUT POLITIQUE

Même si cela n'a pas toujours été le cas, les « *clubs de troc* » sont présentés par leurs fondateurs<sup>7</sup> comme un projet de nature explicitement politique. L'analyse de la genèse de ces clubs permet de mettre au jour en effet que le projet qui sous-tend la formation de ces espaces d'échanges privés a beaucoup évolué : d'un projet économique privé, il deviendra un projet de revendication sociale. Toutefois, ce projet politique sera plus ou moins partagé et recevra des adhésions inégales : très engagées de la part des fondateurs, beaucoup plus modérées du côté des membres des clubs, et ce malgré leur forte participation. En outre, le champ politique institutionnel lui reconnaîtra une portée relative.

### *La genèse des « clubs de troc » : du projet économique au projet social*

Quand on cherche à retracer la nature du projet initial de ces clubs, deux surprises nous attendent. Tout d'abord, le projet s'est significativement transformé au cours du temps et n'a pas toujours été celui que l'on croît connaître, à savoir la formation d'un espace d'échanges dits « *solidaires* ». La deuxième surprise tient à ce que l'histoire officielle du « troc » argentin, telle qu'elle est rapportée par les fondateurs<sup>8</sup>, ne correspond pas toujours à la réalité. L'examen de la dynamique du projet révèle au surplus une grande hétérogénéité des discours sur les clubs, selon les fondateurs et selon les périodes. Aussi, pour restituer l'histoire factuelle des « *clubs de troc* », telle qu'elle s'est véritablement déroulée, il a fallu procéder au préalable à un travail d'historien et, pour cela, réaliser une analyse diachronique et synchronique des discours et des pratiques relatifs aux clubs. Pour y parvenir, la méthodologie retenue dans ce travail a consisté à : vérifier toutes les informations communiquées par les principaux acteurs concernés (fondateurs, médias, institutions publiques, participants...) ; analyser la cohérence intertemporelle des discours de ces acteurs et les croiser avec la réalité des faits ; confronter les

---

<sup>7</sup> Horacio Covas, Ruben Ravera et Carlos de Sanzo sont les trois fondateurs du projet des « *clubs de troc* ».

<sup>8</sup> On peut la lire notamment dans De Sanzo (1998). L'histoire racontée par les fondateurs se veut pour le moins enchantée. Le titre de son texte en est l'expression : « *Tout commença avec une citrouille à minuit : l'histoire officielle* ». Disponible également sur le site officiel du Réseau Global de Troc : [www.trueque.org.ar](http://www.trueque.org.ar)

différents points de vue recueillis lors des entretiens ; mener une enquête de terrain dans une vingtaine de clubs dans la province de Buenos Aires; construire, plus spécifiquement, une monographie du club dénommé « *El Comedero* » (« *Le réfectoire* »<sup>9</sup>); enfin, comparer les résultats d'enquêtes et les conclusions avec ceux des autres chercheurs, obtenus en lieux et périodes distincts sur l'ensemble du territoire national<sup>10</sup>.

On peut s'étonner d'une telle hétérogénéité des discours sur la nature du projet des clubs. Deux explications sont ici avancées : une explication théorique, tout d'abord. Il importe de garder à l'esprit en effet que le discours correspond par essence à une construction idéelle dont les rapports avec les faits peuvent être incertains. Le discours a bien souvent pour statut de légitimer une pratique, de la faire valoir. Et les fondateurs des « *clubs de troc* » l'ont bien compris. Il apparaît de fait très rationnel qu'ils racontent une histoire – eux qui sont en quête de légitimation de leurs pratiques –, l'enjolivent si nécessaire, ou encore l'adaptent selon l'interlocuteur. Une deuxième explication, plus pratique cette fois, de l'hétérogénéité des discours tient au fait que le projet va évoluer au cours du temps en fonction des rencontres, de l'arrivée de nouveaux membres fondateurs des clubs, mais aussi de la conjoncture économique et sociale.

La genèse du projet de « *club de troc* » révèle que celui-ci ne correspond pas à un projet initial bien établi dès le départ mais à un processus en cours d'élaboration. Il va évoluer, passant d'un projet *entrepreneurial* à un projet *social*. Il faut à présent présenter brièvement les différentes étapes de sa mutation, et montrer pourquoi et comment celui-ci change de nature et se transforme d'un projet *privé* en un projet *politique*. Cette périodisation de la genèse du projet est d'autant plus importante à restituer qu'elle est plutôt méconnue. Trois périodes clés peuvent être distinguées. La première (1989-mai 1995) est marquée par la naissance du premier « *club de troc* » nommé « *l'Éco-réseau*<sup>11</sup> » (« *la Eco-red* »),

---

<sup>9</sup> L'enquête de terrain sur les différents clubs et la monographie ont été réalisés pendant la période d'octobre 2005 à octobre 2007.

<sup>10</sup> Il faut mentionner en particulier (Abramovich and Vázquez, 2004, 2007 ; Feliz, 2003 ; Gómez, 2008 ; Leoni, 2003 ; Leoni and González Bombal, 2003 ; Luzzi, 2005 ; Plasencia, 2008 ; Salles, 2006).

<sup>11</sup> Ce projet est annoncé dans le journal *Haciendo ecología practica*, 1995. Il s'agit d'un journal qui ne sera publié qu'en 1994 et en 1995 (par manque de soutien publicitaire) avec pour chef éditorial, Viviana Mariel de Sanzo, parente de Carlos de Sanzo.

le 1<sup>er</sup> mai 1995. Celui-ci résulte de l'intersection de deux projets initiaux distincts : le « *Programme d'Autosuffisance Régional*<sup>12</sup> » (PAR) et le « *Réseau Professionnel* ». Le PAR, tout d'abord, est créé en 1989 par Carlos de Sanzo et Ruben Ravera, avec pour objectif, au départ, de développer de nouvelles technologies permettant de concilier environnement et utilisation optimale des ressources disponibles. Cette ONG promeut, l'année suivante, l'essor de micro-entreprises ayant un profil écologique dans les zones urbaines<sup>13</sup>. Ne trouvant pas l'écho escompté, les responsables du PAR recyclent alors leur projet, et décident de créer, en 1993, « *Entrepreneurs anonymes* », un groupe d'auto-entraide pour les petits entrepreneurs qui rencontrent des difficultés pour la prise de décision, pour améliorer leur compétence... Le deuxième projet, le « *Réseau professionnel* » est, quant à lui, mis en place par Horacio Covas. Ancien entrepreneur en cosmétique, il se voit contraint de fermer son entreprise *Kosmet* en raison de l'insuffisance de débouchés. Horacio Covas se lancera alors, en 1993, dans la création de ce Réseau qui vise à faire se rencontrer les offreurs et les demandeurs en matière d'expertise professionnelle. Mais ces deux projets parallèles connaissent un succès très limité. Les fondateurs du PAR s'associent alors avec Horacio Covas, en 1995, pour fonder « *l'Éco-réseau* », correspondant selon leurs instigateurs à ce qu'ils qualifient de « *club de troc* ». Cependant, contrairement à ce qui est annoncé, il ne désigne pas vraiment un club de troc mais plutôt ce qu'il conviendrait d'appeler un forum d'entrepreneurs. En effet, sa fonction est essentiellement de faciliter les connexions entre les petits entrepreneurs. Ainsi, nous dit Covas<sup>14</sup> : « *Le PAR met en marche un projet d'interaction à travers un Réseau [l'Éco-réseau] à partir duquel artisans, commerçants, professionnels et tous ceux qui ont quelque chose à offrir pourront se faire connaître, en annonçant leurs produits et leurs services* ». Néanmoins « *l'Éco-réseau* » n'exclut pas la possibilité de faire du troc si cela se présente : « *Un réseau ample de connexions où vous pouvez vous faire des amis, des associés, des clients et collaborateurs. [...] La différence entre l'“Éco-Réseau” et un bulletin de publicité ou les petites annonces est la relation de face à face entre ses*

---

<sup>12</sup> Pour plus d'informations concernant le PAR, se reporter à leur site : [www.autosuficiencia.com.ar](http://www.autosuficiencia.com.ar)

<sup>13</sup> Les responsables du PAR en parlent dans le journal *Clarín Ciencia y Técnica*, 31/03/1992.

<sup>14</sup> Journal *Haciendo ecología practica*, 1995.

*membres. [...] Non seulement ceux qui appartiennent au réseau peuvent montrer leurs produits mais aussi offrir leurs excédents en troc<sup>15</sup> ».*

Cependant, dès novembre 1995, « l'Éco-réseau », qui se tient à Bernal<sup>16</sup>, change de nature et élargit son public. On rentre alors dans la deuxième phase de la genèse du projet. Le nom « Éco-réseau » est abandonné, les fondateurs ne parlent plus que de « club de troc ». À partir de cette époque, celui-ci ne désigne plus un espace réservé aux seuls petits entrepreneurs mais un espace d'échanges économiques entre « prosommateurs », terminologie que les fondateurs reprennent à Alvin Toffler<sup>17</sup>, c'est-à-dire des individus étant à la fois producteurs et consommateurs. Pour décrire les échanges dans le club, les trois fondateurs empruntent un lexique économique. Le club est présenté en effet comme un espace marchand qui mime le marché : le lieu d'échanges – le garage de Carlos de Sanzo – est assimilé à un « supermarché » (« Autoservicio ») ; les offreurs et les demandeurs de biens se rencontrent et échangent ; la fixation des prix répond à la « loi rigoureuse de l'offre et de la demande<sup>18</sup> » ; les transactions sont enregistrées sur des « cartes » personnelles (« Tarjetas »), créditées lors d'une vente ou débitées lors d'un achat ; le « credito » est inventé et correspond à cette époque à l'unité de compte utilisée dans le club. Plus tard, il deviendra également une monnaie-papier, c'est-à-dire un moyen de paiement interne aux « clubs de troc ». Quant aux services échangés, la procédure est comparée à la Bourse : « Il y a même un tableau – comme dans la Bourse du Commerce – y compris des “opérateurs” qui vont de table en table, où chacun propose ce qu'il sait ou peut faire<sup>19</sup> ». Cette fois, le projet de « club de troc » connaît un écho certain et fait des émules : en janvier 1997, on en recense déjà plus d'une dizaine dans la province de Buenos Aires, la création de clubs dans d'autres provinces voit également le jour<sup>20</sup>.

<sup>15</sup> Journal *Haciendo ecologia practica*, 1995, souligné par moi.

<sup>16</sup> À 30 kilomètres de Buenos Aires.

<sup>17</sup> (Toffler, 1980).

<sup>18</sup> Tous ces termes en italiques et entre guillemets correspondent aux termes utilisés par Horacio Covas, extraits de *Pagina 12*, 12/11/1995.

<sup>19</sup> Journal *Pagina 12*, 12/11/1995. Il importe de souligner que des descriptions économiques des « clubs de troc » par les fondateurs sont réalisées dans d'autres coupures de presse de 1995. On peut citer par exemple aussi le journal *Perspectiva Sur*, 13/11/1995.

<sup>20</sup> La liste des clubs (localité, horaires et lieu des foires) dans la province de Buenos Aires est publiée par exemple dans le journal *Su dinero personal*, 10 janvier 1997. Les autres

À partir de mai 1997, on entre dans la dernière phase de la genèse, d'autant plus notable qu'elle va opérer une mutation assez radicale de la signification d'ensemble du projet. Les clubs sont désormais présentés par les fondateurs non plus comme un espace d'échanges économiques mais comme un espace d'échanges « *solidaires* ». La nature du projet connaît en effet un point d'inflexion, suite à la « *Première journée du troc multiréciproque* » qui se tient le 10 mai à Buenos Aires, journée organisée par le PAR et le Secrétariat de la promotion sociale<sup>21</sup>. Les clubs rencontrent une demande sociale sans cesse croissante (1 300 personnes participent par exemple à cette journée), en particulier la classe moyenne appauvrie à cette époque, pour qui les « *clubs de troc* » sont un moyen d'accéder aux biens matériels élémentaires. Des débats sont organisés lors de cette rencontre autour de thèmes comme « *Aspects économiques et éthiques* », « *Exclusion vs. Inclusion sociale* », « *Production de travail et qualité de vie* »... On assiste alors à une mutation du discours : la « *solidarité* » devient le mot d'ordre au détriment de la dimension managériale et écologique présente au début. Les fondateurs n'hésitent pas à refaire l'histoire du « *club de troc* » : « *Notre point de départ fut et est la solidarité*<sup>22</sup> », affirment-ils sans hésiter et en contradiction flagrante avec ce qu'a été la genèse réelle du projet. Par cette rupture à la fois objective et discursive, la genèse des clubs est achevée. La nature du projet est à présent plus ou moins stabilisée et elle se veut politique.

### ***Un projet politique... plus ou moins partagé***

Pourquoi qualifier ce projet de politique ? La raison en est simple : à partir de mai 1997, les instigateurs des « *clubs de troc* » les présentent comme un espace de contestation et de revendication sociales. Selon Carlos de Sanzo<sup>23</sup>, on est passé désormais d'une « *expérience alternative* », c'est-à-dire d'une expérimentation à caractère local, à un « *mouvement économique et social* », donc implicitement d'une ambition plus vaste. Il s'agit donc, avec le développement de ces espaces

---

provinces concernées à cette époque par les clubs de troc sont Cordoba, Santa Fe, Neuquen, Salta, Tucuman, Jujuy et Corrientes.

<sup>21</sup> Le responsable de ce programme est Rafael Kohanoff, à l'époque secrétaire de la promotion sociale de la ville de Buenos Aires.

<sup>22</sup> Citation de Carlos De Sanzo extraite du journal *Clarín*, 11/05/1997.

<sup>23</sup> (Primavera and al., 1998).

d'échanges dits « *solidaires* », de modifier la vision et les règles du jeu économiques et sociales. Or un tel projet est fondamentalement de nature politique. Comme le rappelle Pierre Bourdieu : « *Les luttes politiques ont des enjeux politiques et des enjeux intellectuels, des principes de vision et de division*<sup>24</sup> ». Les entreprises symboliques sont en effet des entreprises politiques : elles sont des affirmations de puissances privées ou publiques contradictoires, qui souhaitent imposer leur définition de ce qui vaut ou ne vaut pas.

Et, pour donner de la force à leur projet, les fondateurs entrent alors dans un double processus : un processus de construction et de légitimation symbolique, d'une part ; et, un processus d'institutionnalisation des clubs, d'autre part.

#### *Un processus de légitimation et d'institutionnalisation des clubs*

Les trois fondateurs, rejoints par Heloisa Primavera en octobre 1997 (qui s'en éloignera en avril 2001), cherchent tout d'abord à se construire une certaine légitimité. Pour ce faire, ils vont s'adresser aux médias, aux hommes politiques et aux universitaires, qui détiennent un certain capital symbolique, pour donner une expression visible aux clubs. D'une part, ils se tournent vers le champ académique et celui des médias, en multipliant les entretiens dans la presse écrite, les émissions radio et TV<sup>25</sup>, ainsi que les conférences. En avril 1998, ils publient *Réinventer le marché. L'expérience du Réseau Global de Troc*<sup>26</sup>, qui sonne comme une profession de foi. Dans ce livre, les fondateurs s'efforcent de donner une certaine consistance théorique à leur projet : de nombreux chercheurs et intellectuels sont cités comme source d'inspiration, même si par ailleurs la mise en rapport de ces auteurs pose des problèmes de cohabitation intellectuelle et leur lien avec le projet des « *clubs de troc* » reste énigmatique. Parmi les principaux auteurs mentionnés, on trouve ainsi Ernst Friedrich Schumacher, Gregory Bateson, Paul Watzlawick, Waldemar De Gregori, Alfredo Moffat, Humberto Maturana, Francisco Varela, Fernando Flores, Bruno Latour, Fernand Braudel, Edgar Morin, Kevin Kelly, David Bohm, Bernardo Kliksberg, Thurow, Amartya

---

<sup>24</sup> (Bourdieu, 2000 : 67).

<sup>25</sup> *Hora clave* sera leur première émission TV en août 1996 dont l'audience est très importante au niveau national.

<sup>26</sup> « *Reinventado el mercado. La experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina* ».



Sen, Darcy Ribeiro, Herbert de Souza, Paulo Freire... Enfin, ils n'hésitent pas à faire peser l'autorité symbolique d'intellectuels ou d'hommes politiques de renommée internationale tels que Jeremy Rifkin, Felipe Gonzales, ou encore Muhammad Yunus, qui reconnaissent, dans l'espace public, l'utilité sociale des clubs.

D'autre part, les fondateurs recherchent aussi une reconnaissance auprès du champ politique institutionnel. Pour ce faire, ils présentent les clubs en termes de complémentarités institutionnelles : « *Sans aucun doute, l'image qui me plaisait le plus était un diagramme de flux avec l'interaction entre le club, les autres institutions et les organismes comme les municipalités, les entreprises, les producteurs agraires, les commerçants, l'État et le marché extérieur. [...] Un club intégré au reste de la société qui ne provoquait pas d'impact adverse sur les autres acteurs économiques et sociaux*<sup>27</sup> ». Ils affichent en effet leur volonté économique de compter et d'interagir avec les autres institutions publiques et les entreprises, et refusent d'être associés à un mouvement porteur d'un projet utopique révolutionnaire anti-système: « *Nous devons optimiser les relations que nous établissons avec les différentes institutions pour que ne se développe pas le mensonge que le Réseau Global de Troc est un mouvement alternatif, hippie ou New Age*<sup>28</sup> ». Ils s'appuient sur une argumentation très économique pour convaincre : « *Le marché formel semble s'être rendu compte qu'il n'y avait pas de concurrence déloyale, mais bien tout le contraire : ce n'est pas un jeu à "somme nulle" mais un jeu "gagnant-gagnant", puisque ce que les gens économisent "en troquant" dégage une quote-part disponible à utiliser sur le marché formel*<sup>29</sup> ». Si donc les « *clubs de troc* » s'inscrivent dans le registre du « *solidaire* », ils sont loin, pour autant, de récuser l'économie de marché classique.

Parallèlement à cette quête de légitimité, les fondateurs du projet se lancent dans un processus d'institutionnalisation des clubs. Ces derniers sont structurés autour du « *Réseau Global de Troc* » (RGT) – « *global* » car le RGT se veut une réponse à la « *globalisation* »... En outre, l'institution RGT proclame sa « *Déclaration de principes* » (ci-joint en annexe), respectée par les membres des

---

<sup>27</sup> (Primavera and al., 1998: 17).

<sup>28</sup> (Primavera and al., 1998: 13).

<sup>29</sup> (Primavera and al., 1998: 5, souligné par moi).

clubs, et qui fait office de Charte. Le Réseau Global de Troc offre une formation aux nouveaux membres des clubs afin de les informer des règles de fonctionnement internes et de leur communiquer ce que l'on pourrait appeler l'esprit de la pratique. Cette institution se dote, enfin, d'une direction centrale nommée le « *Conseil consultant du PAR* » (avec à la tête les trois responsables du PAR<sup>30</sup>), chargé de l'émission du credito. Les foires, c'est-à-dire les lieux où se réunissent les participants des clubs pour procéder aux échanges, elles aussi, reposent sur un dispositif très structuré : elles disposent d'un personnel pour assurer leur bon déroulement, d'horaires et d'un lieu fixes, de règles d'échanges, de cartes d'adhérent pour les participants, etc. L'accroissement du nombre de clubs dans la province de Buenos Aires devient si important que le RGT sera contraint de s'organiser, à son tour, en réseaux, selon les zones géographiques<sup>31</sup>. À partir de 1999, les responsables du PAR mettront également en place ce qu'ils appellent une « *franchise sociale*<sup>32</sup> » : il s'agit, selon eux, d'un « *kit* » pour les personnes souhaitant ouvrir un club, comprenant, pour l'essentiel, les éléments suivants : les gilets et les manuels de formation pour les coordinateurs des clubs, et les cartes d'adhérents au RGT, et surtout les billets credits émis par le RGT. Les credits vont alors circuler dans les clubs à l'échelle nationale.

*Un projet politique ayant un certain impact dans le champ politique institutionnel...*

Les « *clubs de troc* » connaissent une portée effective dans le champ politique institutionnel. Ils sont essentiellement perçus comme une alternative économique dans ce contexte économique où l'Etat n'a pas les moyens de gérer la profonde crise sociale du moment. Leur reconnaissance par les pouvoirs publics se mesure très concrètement par des actions telles que l'organisation de deux « *Journées du Troc Multiréciproque* » (une en 1997, l'autre en 1998), à l'initiative du Secrétariat de la promotion sociale et du RGT, et la mise en place d'un

---

<sup>30</sup> Horacio Covas, Carlos De Sanzo et Ruben Ravera.

<sup>31</sup> La province de Buenos Aires est alors découpée en quatre zones : le Sud, l'Ouest, le Nord et la capitale.

<sup>32</sup> Pour plus de détails, voir [www.autosuficiencia.com.ar/img/Edit\\_PAR\\_OrgClubtrueque.htm](http://www.autosuficiencia.com.ar/img/Edit_PAR_OrgClubtrueque.htm)

Programme d'aide au troc. Les clubs vont être aussi reconnus<sup>33</sup> d'« *intérêt municipal* » dans certaines villes ou villages comme à Quilmes, Palpala, San Salvador, voire même d'« *intérêt provincial* » dans les provinces de Cordoba, Mendoza, Jujuy... Le paiement de l'impôt en credito, en particulier les arriérés d'impôts, devrait être autorisé dans certaines villes<sup>34</sup>. On peut également mentionner l'accord, en décembre 2000, entre le Secrétariat aux PME et le RGT, pour promouvoir les « *clubs de troc* » sur tout le territoire national comme outil pouvant soutenir les petits entrepreneurs. Un cran supplémentaire est franchi en mai 2002 avec le dépôt d'un projet de loi<sup>35</sup> au Parlement pour réglementer les clubs de troc. Les fondateurs du RGT iront jusqu'à créer, cette même année, avec certains cadres politiques dans la province de Buenos Aires, un parti politique nommé « *VIDA* » (« *Volonté pour l'Intégration et le Développement Authentique*<sup>36</sup> »), qui se présentera aux élections législatives et municipales dans cette province en 2003. Selon les fondateurs, ce parti propose un programme basé sur les valeurs du troc mais aussi écologiques (les fondateurs renouaient ainsi avec leurs préoccupations d'antan !). Néanmoins, ce parti ne recevra que 1,31 pour cent de voix (soit 72 658 votes) et ne sera pas soutenu pour l'essentiel par les participants des « *clubs de troc* »<sup>37</sup>.

*...mais une faible adhésion idéologique des participants des clubs*

On peut se demander si la volonté des fondateurs de voir en les « *clubs de troc* » un mouvement social alternatif a été aussi pleinement partagée par ses participants. En réalité, la majorité des membres rejoint les clubs d'abord par nécessité économique. Plusieurs éléments conduisent à soutenir une telle conclusion. Un premier indicateur de cette faible adhésion au projet *idéologique*

---

<sup>33</sup> Il s'agit néanmoins d'une reconnaissance symbolique qui se traduit matériellement, pour l'essentiel, par la location gratuite de locaux pour la tenue des foires.

<sup>34</sup> Il s'agit là d'un projet concernant quelques municipalités mais qui ne sera pas concrétisé.

<sup>35</sup> Congreso (2002), *Proyecto de Ley del Trueque*- Expte.: 8444-D-01, Buenos Aires. On peut trouver également ce projet de loi dans le journal mensuel *Club del trueque zona oeste*, numéro 12, avril-juin 2002.

<sup>36</sup> « *Voluntad para la Integración y el Desarrollo auténtico* ».

<sup>37</sup> Lire (Salles, 2006) qui montre que ce parti ne bénéficiait pas en réalité de base sociale au sein des clubs. Ceci tient en partie au manque de confiance grandissant à l'égard des fondateurs du RGT, et à la disparition progressive de toutes les formations collectives et de diffusion de l'information dans les clubs.

tient au fait que la croissance du nombre de participants est exponentielle au moment même où les désaccords idéologiques internes aux clubs, entre les dirigeants, atteignent leur niveau paroxysmique (en 2001-2002). En outre, l'évolution du nombre de participants dans les clubs est corrélée à la conjoncture économique : la forte croissance des nouveaux adhérents correspond à la période où la crise atteint son plus haut niveau. A l'inverse, on observe qu'à mesure que la conjoncture économique s'améliore, les acteurs retournent sur le marché formel, pour ceux qui le peuvent, et se détournent définitivement des clubs. Enfin, un dernier élément doit être mentionné : l'ensemble des entretiens et des monographies réalisées par les chercheurs à propos de clubs et de périodes distincts, convergent pour montrer la faible adhésion, voire l'absence totale d'adhésion dans certains cas, des participants aux discours des fondateurs<sup>38</sup>. Les « *clubs de troc* » sont essentiellement perçus comme des espaces d'échanges économiques de biens et de services payés en credits.

On vient de voir la première expression que revêt le politique dans les « *clubs de troc* », à savoir telle qu'elle est inscrite dans la nature même du projet porté par les fondateurs. Une deuxième forme du politique, moins apparente peut-être mais tout aussi importante, doit à présent être mise au jour. Si le politique se donne à voir dans les discours, il est également très présent, comme on va le voir, dans les pratiques de ces clubs.

#### **LE POLITIQUE REVELE PAR LES CONFLITS**

Parce que le politique est affirmations contradictoires de puissances, l'analyse des conflits en est un efficace révélateur. Or les « *clubs de troc* » font voir deux types de conflits : le premier concerne la direction et la gestion de la monnaie émise par les clubs ; le second renvoie, quant à lui, aux conditions d'accès différencié à la monnaie entre les participants. Ces deux catégories de conflits tournent ainsi autour de la question monétaire, ce qui est ironique pour un système d'échanges qui revendique ne pas placer la monnaie au cœur des rapports

---

<sup>38</sup> Lire (Powell, 2002 ; Leoni and González Bombal, 2003).

sociaux, et dont les slogans sont : « *Vivre sans argent* », ou encore « *Tout est possible sans argent* »...

***Le « club de troc » comme espace de double contestation du monopole de la souveraineté monétaire***

Par l'utilisation de leur propre monnaie, les « *clubs de troc* » constituent de fait un espace de remise en cause de la souveraineté de la monnaie par la puissance publique. Autrement dit, ils désignent un espace d'affirmations de puissances monétaires privées qui s'imposent pour affirmer que leur monnaie *credito* est l'expression absolue de la richesse au sein des clubs. Et cet acte même d'affirmation de puissance revêt un caractère intrinsèquement politique. Davantage encore : on verra qu'une confrontation de puissances autour de la monnaie s'observe à un double niveau : d'une part, contestation en quelque sorte externe de la souveraineté monétaire officielle, celle du peso, par la monnaie des clubs, le *credito* ; mais également, d'autre part, contestation interne à travers le rejet du *credito* du RGT comme unique monnaie des clubs possible. Aux deux niveaux, c'est l'exclusivité de l'émission monétaire par une puissance unique qui se trouve contestée. Et ces multiples conflits offrent une parfaite illustration du modèle théorique spinoziste de Frédéric Lordon et d'André Orléan<sup>39</sup> qui insistent sur la dimension agonistique de la genèse de la monnaie.

*Une contestation externe : les fondateurs comme puissances monétaires privées concurrentes de la puissance publique*

Par l'acte de créer leur propre monnaie, alternative au peso, les fondateurs revendiquent avec les « *clubs de troc* » un espace de souveraineté monétaire privé. Mais il importe de noter que l'affirmation des fondateurs comme puissances monétaires privées se fait sous des conditions particulières, à savoir... par la dénégation du caractère monétaire de leur monnaie ! C'est qu'ici les fondateurs sont écartelés entre la réalité objective de leur initiative, qui revêt un caractère intrinsèquement monétaire, comme l'atteste l'émission de moyens de paiement

---

<sup>39</sup> (Lordon and Orléan, 2008).

appelés « *creditos* », et l'enveloppe idéologique qu'ils veulent néanmoins donner à leur projet autour de slogans anti-monétaires comme « *Tout est possible sans argent* ». Cette contradiction les conduit à continuer de reconnaître ostensiblement le peso comme la véritable monnaie officielle, mais au prix d'une dénégation ouverte du caractère monétaire du credito : « *Les credits utilisés dans le Réseau Global de Troc ne sont pas un instrument ni un document. Ils n'ont aucune validité ni de conséquences juridiques. Ils ne sont pas non plus une promesse ni un moyen de paiement, n'ont pas de force compensatoire, etc.*<sup>40</sup> ». Une telle dénégation du caractère monétaire du credito a de quoi surprendre, au premier abord, en particulier de la part des propres instigateurs de cette monnaie. Cependant, on peut supposer qu'elle répond en partie à des considérations fiscales et légales. Il faut en effet rappeler que seule la Banque centrale de la république d'Argentine détient le monopole de l'émission monétaire sur le territoire national. Et, celle-ci interdit explicitement la possibilité à d'autres puissances, privées ou publiques (provinces, municipalités), d'émettre des moyens de paiement susceptibles d'être utilisés comme monnaie : « *Aucun autre organe du gouvernement national, ni les gouvernements provinciaux, les municipalités, les banques et toutes autres institutions, ne pourront émettre des billets ni des monnaies métalliques ni d'autres instruments susceptibles de circuler comme monnaie*<sup>41</sup> ».

Néanmoins, si l'on met de côté ces précautions juridiques bien fondées, et que l'on cherche à saisir la représentation du credito que se font les fondateurs des clubs, on s'aperçoit que leur positionnement n'est pas clair, voire contradictoire : tantôt il est défini comme une « *monnaie* » ou de l'« *argent* », tantôt comme une « *non monnaie* » ou du « *non-argent* », ou encore comme une « *espèce de monnaie*<sup>42</sup> ». Pour ne prendre, par exemple, que les propos d'un des fondateurs, Horacio Covas, tenus au cours d'une même année, on peut constater en effet que d'abord il qualifie clairement le credito de « *monnaie* », complémentaire au peso, et nous explique pourquoi : « *Ce n'est pas la même chose d'avoir un peu d'argent, ou un peu d'argent et des credits. Parce qu'ainsi tu peux avoir une double monnaie. Avec les credits des clubs tu peux consommer de la nourriture,*

<sup>40</sup> (Primavera and al., 1998: 13), souligné par moi.

<sup>41</sup> Article 30 de la carte organique de la Banque centrale de la république Argentine.

<sup>42</sup> Primavera and al., *op.cit.*, p.5.

*des vêtements, des soins médicaux, des livres, de la culture, du cinéma, du tourisme dans des hôtels trois étoiles et d'autres choses*<sup>43</sup> ». Ce qui ne l'empêche pas, un peu plus loin, d'affirmer que le credito n'est pas de « *l'argent* » : « *C'est un espace [le club] dans lequel il n'y a pas d'argent ni de pouvoir, où il y a qualité de vie sans lucre ni spéculation* ». Or, dans un autre extrait de presse, datant de la même année, il déclare que « *les credits remplissent la fonction de l'argent*<sup>44</sup> » ! Cette oscillation sur la nature de la monnaie des clubs peut s'expliquer par le fait que les fondateurs sont en quête d'une légitimité auprès des champs aussi divers que les champs universitaire et médiatique mais aussi politique institutionnel, et, pour ce faire, il leur est demandé de livrer un positionnement théorique sur leur conception monétaire, et de préférence un positionnement qui permette de bien distinguer le credito du peso. Or leur positionnement sur cette question n'est pas fixé mais se formera progressivement<sup>45</sup>. Aussi, pendant cette phase de séduction et d'élaboration (1995-1999), partagés entre les préoccupations des différents champs auprès desquels ils recherchent une légitimité – le respect de la souveraineté monétaire publique pour le champ politique, la mise en pratique d'une utopie monétaire pour les champs académique et médiatique –, les fondateurs livreront des discours très fluctuants sur la nature du credito selon l'attente de l'interlocuteur : « *monnaie* », « *pas monnaie* », « *argent* », « *pas argent* »...

*Une contestation interne de la souveraineté monétaire : les puissances monétaires privées rivales entre elles*

Une contestation interne est également à l'œuvre concernant, cette fois, le monopole *local* de l'émission monétaire au sein des clubs par le Conseil consultant du PAR. En effet, certains organisateurs de clubs souhaitent, eux aussi, devenir des puissances monétaires privées et créer leur propre monnaie. À partir de 2000, les responsables du PAR commencent à être critiqués pour leur gestion monétaire (trop de billets seraient en circulation). En outre, les coûts de

---

<sup>43</sup> Dans le journal *Impacto*, septembre 1997. Souligné par moi.

<sup>44</sup> Dans le journal *Diario del viajero*, 1997. Souligné par moi.

<sup>45</sup> Les fondateurs chercheront à donner un statut particulier à leur monnaie credito. Si à partir de 1999, ils la déclarent « *monnaie sociale* », ils la définiront comme une « *monnaie oxydable* » (en s'inspirant des travaux de Silvio Gesell).

seigneurage sont jugés trop élevés : les coûts d'entrée aux foires sont, à cette époque, d'un à deux pesos par participant, et serviraient à financer les frais d'impression des billets. Or les coûts réels sont estimés à vingt centimes par participant. Enfin, la franchise sociale est perçue, quant à elle, comme ce qu'on pourrait qualifier de « négoce » monétaire rentable puisque les 50 credits acquis auprès du RGT pour 2,2 pesos par les coordinateurs de clubs seraient par la suite revendus aux participants jusqu'à cinq pesos selon les clubs.

Ces désaccords profonds sur la question monétaire précipitent la rupture institutionnelle d'un grand nombre de clubs avec le Réseau Global de Troc<sup>46</sup>. L'ancienne zone ouest du RGT prend son indépendance en 2000 pour former le « *Club de troc de la zone ouest* » (ou « *Réseau de Troc de la zone Ouest* »), avec Fernando Sampayo à sa tête<sup>47</sup>. En avril 2001, les clubs encore affiliés au RGT se scindent en deux groupes : certains restent rattachés au RGT ; d'autres rejoignent le nouveau « *Réseau de Troc Solidaire* » (RTS), avec pour chef de file Heloisa Primavera. Quant aux clubs de provinces, ils opteront progressivement pour leur autonomie : de nouveaux clubs et des Réseaux indépendants, de taille beaucoup plus modeste (en termes de nombre de participants), voient le jour, reposant par ailleurs sur des projets hétérogènes, et connaîtront un certain succès. On pense par exemple au « *Réseau Mar y Sierras du Troc Solidaire* » à Mar de Plata (province de Buenos Aires) ; à l'expérience du groupe d'économie naturelle de Venado Tuerto (province de Santa Fe) ; au Centre Eucuménique Poriajhú à Capitan Bermúdez (province de Santa Fe) ; ou encore à l'expérience de la Coopérative scolaire et de la banque d'heures communautaire à Capilla del Monte (province de Cordoba)<sup>48</sup>.

On voit ainsi fleurir des « *clubs de troc* » et des Réseaux, indépendants et hétérogènes, mus par le projet de construire un marché d'échanges et un système monétaire local et qui seraient régis par des règles et des principes de fonctionnement selon une base davantage « *sociale* », davantage « *solidaire* » ou encore davantage « *démocratique* » que celle du RGT. Ce délitement de

<sup>46</sup> Dans l'ouvrage coordonné par (Hintze, 2003), certains fondateurs des nouveaux Réseaux reviennent sur les raisons de leur rupture avec le RGT.

<sup>47</sup> Pour une analyse approfondie des « *clubs de troc* » affiliés au Réseau de Troc de la Zone Ouest (RTZO), se reporter aux travaux de (Gómez, 2006, 2008).

<sup>48</sup> Les quatre expériences sont analysées notamment dans (Plasencia and Orzi, 2007). Voir également (Abramovich and Vázquez, 2004) pour une description des expériences de Venado Tuerto et de Mar y Sierras.



l'institution RGT s'accompagne ainsi de la création d'une multitude de monnaies, émises par les responsables de ces nouveaux réseaux et clubs indépendants. Néanmoins, la prolifération de ces monnaies appelle deux remarques : d'une part, même si les responsables des clubs rompent avec le RGT, les credits anciennement émis par cette institution continuent le plus souvent à y être acceptés, au moins à court terme. D'autre part, il importe de souligner que les nouvelles monnaies, créées par les réseaux ou les clubs, conservent pour la plupart la même appellation (« *credito* »), même s'il s'agit de monnaies différentes (billets différents) et non convertibles entre elles, tentant par là de conserver quelque chose du capital symbolique de la « première » monnaie des clubs.

La rivalité entre les Réseaux va être proportionnelle à l'activisme de certains d'entre eux pour se faire reconnaître, officiellement, comme puissance monétaire privée par le champ politique institutionnel. En mai 2002, le RGT et le Club de troc de la Zone Ouest déposent en effet un projet de loi de réglementation du troc « *visant à établir les bases juridiques et institutionnelles pour l'organisation, la promotion et l'encouragement des réseaux de troc*<sup>49</sup> ». L'article 12 de ce projet de loi propose la création d'un « *Registre des réseaux* » qui sera géré par un organisme désigné par le pouvoir exécutif et chargé de réglementer les réseaux *reconnus*. L'article 13, lui, propose la mise en place d'un « *Registre de la monnaie sociale* » dans laquelle les réseaux, qui devront désormais se constituer comme personnalités juridiques, auront pour obligation d'inscrire et d'enregistrer l'entité responsable de l'émission monétaire. Dans ce projet de loi, deux remarques concernant la monnaie des clubs peuvent être faites : tout d'abord, le nom générique donné à la monnaie des clubs est le « *credito* », ce qui exclut du coup toutes celles qui se dénommeraient autrement. En outre, cette monnaie y est définie non pas comme une « *monnaie* » mais comme un « *valoir* ». L'article 3 déclare en effet qu'il faut entendre par : « *credito, le valoir imprimé par le Réseau, dont la fonction est d'agir comme un élément compensatoire des transactions. C'est un signe représentatif de valeur seulement pour les adhérents des Clubs de troc, non convertible avec la monnaie en circulation*<sup>50</sup> », le flottement conceptuel entre « *monnaie* » et « *valoir* » ayant clairement pour

<sup>49</sup> Congreso (2002), *Proyecto de Ley del Trueque*- Expte.: 8444-D-01, Buenos Aires.

<sup>50</sup> Extrait tiré du journal *Club del trueque zona oeste*, numéro 12, avril-juin 2002. Souligné par moi.

finalité, on l'a vu, de ménager le statut et les prérogatives de la monnaie officielle, contrepartie difficilement évitable d'une reconnaissance légale. Quoi qu'il en soit, sans surprise, les autres réseaux, notamment le Réseau de Troc Solidaire, percevront ce projet de loi comme une menace de marginalisation ou d'absorption par les réseaux porteurs de cette initiative. Aussi chercheront-ils à les discréditer, en particulier le RGT, allant jusqu'à leur reprocher de trop vouloir se lier aux institutions officielles, critique pour le coup assez surprenante si l'on se souvient que la complémentarité institutionnelle était revendiquée par l'ensemble des responsables des réseaux, y compris par Heloisa Primavera.

### *Le politique derrière les inégalités monétaires entre les participants*

Le deuxième type de conflits où le politique se donne à voir concerne les pratiques d'échanges entre les participants. Pourquoi y a-t-il des conflits entre eux alors que les « *clubs de troc* » se posent comme des espaces d'échanges dits « *solidaires* »? Fondamentalement, parce que, comme sur tous les marchés, il existe des inégalités<sup>51</sup> notamment quant à leurs conditions d'accès à la monnaie – le peso et le credito dans le cas présent des clubs. Ces inégalités se répercutent sur le pouvoir de formation des prix et sur la structure de l'offre et de la demande des biens. L'inégalité devant la règle monétaire se double ainsi d'une inégalité dans l'accès aux biens.

La première inégalité monétaire provient de ce qu'il existe deux catégories de participants : celle qui regroupe ce qu'on peut appeler les « salariés des clubs » et celle des « non salariés des clubs ». Par « salariés des clubs », il faut entendre toutes les personnes qui travaillent à l'organisation des foires, à savoir les fondateurs, les coordinateurs, les caissiers, les responsables de la sécurité sanitaire.... Ces agents sont rémunérés en pesos ou/et en credits selon les clubs, et bénéficient également le plus souvent d'une rémunération de 150 pesos relative aux plans sociaux (en particulier le « *Plan chefs de famille sans emploi*<sup>52</sup> »). Les

---

<sup>51</sup> (Powell, 2002) montre, dans son étude de cas menée en 2001 sur 14 clubs de troc dans le Grand Buenos Aires, que les inégalités de genre et de revenu telles qu'on les trouve sur les marchés formels sont également reproduites au sein des clubs.

<sup>52</sup> « *Plan Jefes y Jefas de Hogar Desocupados* ». Il s'agit de plans sociaux qui allouent une subvention mensuelle aux intéressés de 150 à 200 pesos pendant une période de six mois renouvelable en contrepartie d'un travail de 4 heures par jour. Pour une analyse de

« salariés des clubs » disposent donc d'un capital monétaire en peso et en credito. Ils peuvent ainsi accéder dans les clubs aux biens et aux services grâce à la validation sociale de leur force de travail, et s'y présentent exclusivement comme acheteurs. En revanche, pour les « non salariés des clubs », qui représentent la majorité des participants, la situation est bien différente. Pour pouvoir consommer, et donc détenir un pouvoir d'achat, ils doivent préalablement effectuer le saut périlleux de la marchandise pour reprendre la formule de Karl Marx. Autrement dit, ils sont contraints de répondre à l'obligation de validation sociale de leur marchandise pour se constituer un pouvoir d'achat. Ainsi, ils sont confrontés à la contrainte monétaire. Plus précisément, en reprenant la définition proposée par Michel Aglietta : « *La contrainte monétaire signifie que chaque participant aux échanges doit vendre sa marchandise, c'est-à-dire prouver en obtenant de la monnaie qu'il disposait avec cette marchandise particulière d'une fraction du travail global de la société. Ayant satisfait à cette obligation, il dispose d'un pouvoir d'achat social sur l'ensemble des marchandises grâce auquel il peut acheter toute valeur d'usage de son choix dans la limite des relations d'équivalence, c'est-à-dire toute valeur d'usage qui représente une fraction identique de travail social*<sup>53</sup> ». Dans le contexte spécifique des « clubs de troc », ceci revient à dire que les « non salariés des clubs » ont à prouver, par l'obtention de credits, qu'ils disposaient avec leur marchandise d'une fraction du travail du Réseau. Aussi, contrairement aux « salariés des clubs », ils doivent d'abord être des vendeurs pour pouvoir être ensuite des acheteurs. Et, cette contrainte monétaire est différente selon les biens vendus, sachant que les biens les plus recherchés sont les produits alimentaires.

Le deuxième type d'inégalité monétaire trouve son origine dans l'accès différencié des participants au peso. Or la monnaie officielle joue également un rôle important dans les clubs. Il faut préciser d'abord que ceux qui disposent de pesos sont principalement les travailleurs sur les marchés formel et informel, les retraités, les bénéficiaires de plans sociaux, et, enfin, on l'a vu, les « salariés des clubs ». À l'inverse, l'accès très limité à la monnaie nationale touche en

---

l'impact de ce plan social, lire notamment (Arcidiacono, 2004 ; Galasso and Ravallion, 2004).

<sup>53</sup> Aglietta (1976), p. 279.

particulier les chômeurs, les femmes<sup>54</sup> au foyer (les plus nombreuses aujourd'hui dans les clubs)... En quoi la détention de pesos est-elle un facteur d'inégalités et de pouvoir dans les « *clubs de troc* » ? Tout simplement parce que la monnaie nationale permet d'acheter sur les marchés officiels les produits les plus recherchés, et de les utiliser dans les clubs soit pour les vendre directement comme produits finis, soit comme inputs pour réaliser des produits plus élaborés et à forte demande. Compte tenu de la rareté des produits alimentaires, les détenteurs de ces biens disposent d'un véritable pouvoir dans la formation des prix. Or, les prix des produits alimentaires servent de référents dans les clubs, en particulier le sucre. On assiste ainsi, dans les clubs où le prix se fixe selon la loi de l'offre et de la demande, à une inflation de deux types, à partir de 2002 : une inflation par la demande, liée à l'insuffisance des biens les plus désirés ; et, une inflation par les coûts, relative à la répercussion de la hausse des coûts de production sur le prix de vente. Si bien qu'un certain nombre de clubs se trouve pris dans un cercle vicieux avec une pénurie de biens auto-alimentée : la rareté des biens les plus recherchés engendre, comme on vient de le voir, une hausse généralisée des prix ; cette inflation décourage les acheteurs, or le propre des « *clubs de troc* » est que les acheteurs doivent avoir préalablement vendu leur marchandise. Ainsi au total, et paradoxalement, l'inflation des biens les plus demandés va déprimer les ventes globales. Cette désincitation à vendre se traduit alors inévitablement par une pénurie accrue de biens dans les clubs.

Enfin, une dernière inégalité monétaire entre les participants tient à ce que la détention de monnaie conditionne l'accès aux clubs. Il existe en effet un coût d'entrée lors de chaque foire, libellé en peso et en credito. Les participants doivent donc détenir de la monnaie des « *clubs de troc* » ainsi que de la monnaie officielle. Or, on l'a vu, la possession de pesos est très limitée pour la majorité des participants. Aussi, le coût d'entrée peut être à lui seul un facteur excluant. D'autant plus qu'il n'a cessé d'augmenter dans tous les clubs tout au long de la période 1995-2007, en particulier la partie à régler en peso. A titre d'exemple, alors que les coûts d'entrée s'élevaient au club « El Comedero » à trois pesos en

---

<sup>54</sup> Pour une analyse des perspectives de développement économique et social offert aux femmes par leur adhésion aux « *clubs de troc* », lire en particulier (Bogani and Parysow, 2005).

2005, ils s'élèvent, en septembre 2007, à 9 pesos<sup>55</sup>. En outre, à ce coût d'entrée, il faut le plus souvent ajouter également le coût de transport élevé pour se rendre aux foires. Si bien que les participants en viennent à faire les comptes pour savoir s'il est intéressant, économiquement parlant, de faire le déplacement !

Aussi, les « *clubs de troc* » reposent sur une structure de domination économique liée à la différence entre les participants face à la règle monétaire. Néanmoins, pour contrecarrer certaines de ces inégalités, des stratégies d'échanges se développent, en particulier de la part des plus dépourvus de capital monétaire, afin de préserver malgré tout un certain pouvoir dans la formation des prix et un accès aux biens. On peut en citer brièvement deux. La première consiste à échanger à prix mixtes (en peso et en credito) permettant ainsi d'acheter à l'extérieur des clubs et vendre ensuite à l'intérieur. Mais cette solution est discriminante à son tour pour tous ceux qui ne disposent pas d'un pouvoir d'achat en peso. C'est dire en tout cas que les agents font peu de cas des mots d'ordre de la « *solidarité* » et passent des alliances au mieux de leurs intérêts et des rapports de force en vigueur. Une autre stratégie repose sur la constitution d'une sorte de « capital de socialisation ». Il faut souligner en effet qu'il existe un intérêt économique rationnel à socialiser à l'intérieur des clubs. En témoignent les deux exemples suivants de pratiques observées : d'une part, même si la réglementation interdit tout échange avant de rentrer dans les foires, force est de constater que pendant la file d'attente un grand nombre d'arrangements est déjà passé entre habitués de connaissance mutuelle. D'autre part, le troc direct constitue une formule très efficace entre échangistes de confiance pour accéder aux biens. Cette pratique présente en effet deux avantages importants : l'échange est réalisé sans avoir recours à la monnaie comme moyen de paiement ; en outre, les échangistes s'assurent une certaine stabilité des prix, fort appréciable dans un contexte d'inflation.

---

<sup>55</sup> Ce club a cessé de fonctionner au printemps 2007 mais a été remplacé par un autre, le club « *Vercelli* », inauguré le 15 septembre 2007. Est mentionné ici le du coût d'entrée de ce nouveau club, tenu néanmoins par le même responsable que « *el Comedero* » (Ruben Ravera). Pour plus détails, voir le site du RGT : [www.trueque.org.ar](http://www.trueque.org.ar)

## CONCLUSION

On peut dire, au terme de cette analyse, que les « *clubs de troc* » en Argentine convoquent le politique pour au moins trois raisons. Ils correspondent, tout d'abord, à un projet politique d'organisation sociale alternative, même si celui-ci est faiblement partagé par les adhérents aux clubs. Ils forment en outre un espace de lutte entre puissances monétaires. Enfin, les « *clubs de troc* » constituent un espace de domination économique où se confrontent des puissances privées, celles des participants, ayant des conditions d'accès différencié à la règle monétaire.

Le nombre de participants aux « clubs de troc » a très nettement reculé depuis 2003 pour rejoindre les standards observés dans les systèmes monétaires complémentaires en place dans les autres pays. Néanmoins, de par l'ampleur inédite qu'elle a pu atteindre, cette expérience pose avec plus de force un certain nombre de questions qui se déclinent autour du « jusqu'où ... »: jusqu'où peuvent aller les potentialités de ces systèmes monétaires complémentaires en termes de développement socio-économique (local, régional, national ?); jusqu'où et pourquoi les autorités monétaires officielles tolèrent-elles l'émission et la circulation de ces monnaies sur leur territoire ? Jusqu'où ces systèmes monétaires complémentaires peuvent-ils lutter contre l'exclusion des plus pauvres ? Jusqu'où peuvent-ils être sources d'une modification des formes du capitalisme, ou plus modestement créateurs de nouvelles règles régissant ces nouveaux espaces économiques et sociaux, fonctionnant sur la base de plus de « social », plus de « solidarité », plus de « démocratie » ?

*Annexe - Déclaration de principes du Réseau Global de troc*

1. Notre réalisation en tant qu'êtres humains n'a pas besoin d'être conditionnée par l'argent.
2. Nous ne cherchons pas à promouvoir des articles ou des services, mais à nous entraider en vue de donner un sens supérieur à notre vie, à travers le travail, la compréhension et un monde d'échange juste.
3. Nous affirmons qu'il est possible de remplacer la concurrence stérile, le profit et la spéculation par la réciprocité entre les personnes.
4. Nous croyons que nos actes, nos produits et nos services peuvent répondre à des normes éthiques et écologiques, plutôt qu'aux impératifs du marché, de la consommation et de la quête de profit à court terme.
5. Les seules conditions pour être membre du RGT sont d'assister aux réunions de groupe, de se former et d'être producteur et consommateur de biens, services et savoirs, dans le cadre des recommandations des Cercles de qualité et de développement personnel.
6. Nous affirmons que chaque membre est seul responsable de ses actes, produits et services.
7. Nous considérons qu'appartenir à un groupe n'implique aucun lien de dépendance, étant donné que la participation individuelle est libre dans tous les groupes du Réseau.
8. Nous affirmons qu'il n'est pas nécessaire que les groupes s'organisent formellement, de manière stable, étant donné que le caractère même de réseau implique un roulement permanent des rôles et des fonctions.
9. Nous croyons qu'il est possible de combiner l'autonomie des groupes, dans la gestion de leurs affaires internes, avec la validité des principes fondamentaux qui confèrent l'appartenance au réseau.
10. Il nous semble recommandable que nous, les adhérents, ne soutenions pas et n'apportions pas d'aide financière – en tant que membres du Réseau – à une cause différente de celle-ci, pour ne pas nous écarter de nos objectifs fondamentaux.
11. Nous affirmons que le meilleur exemple est notre conduite à l'intérieur du réseau et dans notre vie en dehors de celui-ci. Nous respectons la

confidentialité des affaires privées et sommes prudents dans le traitement public des questions concernant le Réseau qui pourraient affecter son développement.

12. Nous croyons profondément en l'idée de progrès comme conséquence du bien-être durable du plus grand nombre de personnes de l'ensemble des sociétés.

Sources: Primavera et *al.* (1998).